

"DES ELECTIONS VRAIMENT EUROPEENNES ?"

Table ronde du **24 juin 2004**,

Avec

François BAFOIL, CERI, Sciences Po

Olivier COSTA, CERVL, IEP de Bordeaux

Renaud DEHOUSSE, Forum européen, Sciences Po

Florence DELOCHE-GAUDEZ, Forum européen, Sciences Po

Olivier DUHAMEL, Sciences Po

Florence HAEGEL, CEVIPOF, Sciences Po

Christine PUETZ, Université de Mannheim

Michael SHACKLETON, Parlement européen

Yves SUREL, IEP de Grenoble

Synthèse par Alexis Dalem.

Les élections européennes de juin 2004 et leurs résultats ont déjà fait l'objet de nombreux commentaires, souvent pessimistes. Trois types d'interrogations ont émergé dans cette ébauche de débat. Tout d'abord, dans quelle mesure s'agit-il vraiment d'élections *europeennes* ? Quelle a été la place de l'Europe dans les dynamiques de mobilisation de ces élections ? En deuxième lieu, quelles attitudes à l'égard de l'Europe révèlent ces élections ? Dans la mesure où ces élections ont constitué un vote de protestation, cette protestation est-elle de nature exclusivement nationale, à l'égard des gouvernements en place, ou s'adresse-t-elle également à l'Europe ? Finalement, quelles seront implications des résultats pour la vie institutionnelle de l'Europe, à commencer par le parlement ? Nous reviendrons ici sur ces trois questionnements.

* * *

Quelle a été, en premier lieu, la place de l'Europe dans le débat électoral et les dynamiques de mobilisation ? L'hypothèse qui semble la plus pertinente est la suivante : dès lors qu'il y a consensus sur l'intégration européenne dans un pays donné, l'enjeu de l'élection est peu européen. A l'inverse, s'il y a désaccord sur l'intégration, alors l'Europe peut être un enjeu central. En d'autres termes, il est difficile pour les politiques européennes de s'imposer comme thème de campagne. Il y a des nuances à apporter : l'Europe sociale a été un thème de campagne important pour le PS en France. Mais ce thème est resté inséré dans une dynamique purement nationale. Le PS n'a absolument pas essayé d'europeaniser l'enjeu en se coordonnant avec d'autres partis européens.

Le problème tient à une déconnexion dans la compétition électorale. On parle d'Europe aux élections européennes alors que l'on parle des enjeux de politiques publiques lors des élections nationales. Or une partie de ces politiques publiques a été transférée au niveau européen. On devrait donc parler de ces politiques lors des élections européennes. De fait, il en est relativement peu question. Cette déconnexion entre les deux sphères de la compétition électorale contribue au désintérêt pour le scrutin européen.

Si l'on prend l'exemple de l'Allemagne, on constate effectivement que la question de l'intégration n'a pas provoqué de clivage. Tous les partis sont dans la même ligne pro-intégrationniste. Mais les partis tentent d'utiliser les doutes des citoyens en jouant sur les intérêts nationaux. Les partis ont projeté leurs propres thèmes. La CDU a fait campagne sur la sécurité comme en France le PS a fait campagne sur l'Europe sociale. Mais il s'agit plus dans les deux cas de plaquer des thèmes clés sur le débat européen que de construire un véritable projet pour de politiques européennes.

Cette analyse est confirmée par le très faible rôle des partis européens. Si les partis nationaux voulaient réellement introduire les enjeux européens dans le débat, il faudrait qu'ils se coordonnent. Car cela n'a pas de sens d'établir un projet européen « dans un seul pays ». Or seul le parti vert européen a coordonné les campagnes des partis membres. Pour tous les autres partis, le rôle du parti européen a été quasiment nul. Les verts ont établi un programme électoral intégré (avec la seule défection des Danois), même si celui-ci a constitué un consensus à minima. Ils ont élaboré un stock de slogans disponibles pour les partis membres. La raison pour laquelle il y a eu coordination pour le parti vert et pas pour les autres tient essentiellement au fait que c'est un parti « *single issue* ». L'environnement a été dès le début conçu comme un problème global qu'il faut traiter de manière transnationale. L'environnement était un thème spontanément fédérateur.

A l'inverse, il n'y a pas de thèmes fédérateurs comparables au sein du PSE et du PPE, qui restent divisés sur de grandes questions, même si cela n'exclut pas un réel apprentissage européen au sein des partis.

D'autres partis restent très réticents à l'europeanisation. Les communistes ont été les derniers à se doter d'un parti européen. Et lors du congrès constitutif de la Gauche Unie européenne, Marie-George Buffet a consacré un tiers de son discours à exposer les raisons de maintenir la prééminence du national. Du reste, le parti est purement confédéral. Ce qui est décidé au niveau européen ne lie pas les partis européens. Les décisions dans le parti européen doivent être unanimes. Ceci confirme que le degré d'intégration dépend de l'idéologie de la famille politique. Les communistes sont très réticents face à l'intégration européenne. Ils n'ont créé une fédération que pour profiter du financement public des partis européens qui va être lancé cette année.

Il faut noter que les nouveaux partis de l'Europe de l'Est étaient très demandeur de programmes communs, sans doute du fait que leur inexpérience sur les questions européennes. Là, les partis européens ont joué un rôle assez important.

Au total, la question de l'avenir de l'europeanisation des partis européens reste incertaine. La plupart des partis de gouvernement reconnaissent l'importance que les partis européens devront jouer à l'avenir. Le vote à la majorité a été introduit dans de nombreux partis européens. Pour autant, en l'état, on voit mal quel pourrait être l'intérêt des dirigeants politiques nationaux à l'europeanisation des partis. Comme l'a montré Stefano Bartolini, il n'y a pas encore d'europeanisation des clivages politiques¹. Les partis se positionnent uniquement sur l'échiquier national. Cela pousse à un certain scepticisme sur l'avenir des partis européens. N'est-ce pas réaliste de penser que l'europeanisation ne se fera pas par les partis nationaux ?

Plus largement, les obstacles à l'europeanisation des élections européennes restent nombreux. La sélection des candidats reste purement nationale. Il y a eu quelques échanges d'orateurs (Angela Merkel, Alain Juppé), mais il s'agit de relations bilatérales entre les grands partis. Il est probable que si une partie des candidats était désignée sur un mode transnational cela améliorerait l'*« européenité »* des élections. En 1999, le parlement européen avait proposé d'instituer un mode de scrutin uniforme dans toute l'Union et surtout de faire en sorte

¹ Stefano Bartolini, "La structure des clivages nationaux et la question de l'intégration dans l'Union européenne", *Politique européenne*, 2001, vol. 4, p. 15-45.

que 10% des candidats soient élus sur des listes électorales transnationales à l'horizon 2009. Ce serait une première solution au problème du parlement européen qui tient principalement à la déconnexion entre ce qui se passe au parlement et ce qui se passe pendant les élections. Mais peu de partis semblent prêts à s'engager dans cette voie.

Il faut aussi noter l'absence totale de prise en compte de l'activité des députés sortants dans la constitution des listes électorales. Des ténors du parlement sortant ont été évincés au profit de candidats dont on sait parfaitement qu'ils n'ont pas l'intention d'aller siéger. Le cas de l'Italie est ici caricatural, puisque Berlusconi s'est présenté dans quatre circonscriptions différentes.

Mais le principal problème du parlement européen reste sa déconnexion avec l'exécutif. Dans une élection législative, on vote indirectement pour le gouvernement. Ce n'est pas le cas en Europe. Avant les élections, le PPE semblait désireux d'anticiper la constitution en choisissant de soutenir un candidat à la présidence de la Commission. Mais cette dynamique s'est essoufflée. Les dirigeants du PPE savaient que leur groupe resterait le plus puissant. Mais ils ne sont pas parvenus à s'entendre. Le seul candidat consensuel était Jean-Claude Juncker, qui avait indiqué son peu d'intérêt. De toute façon, désigner un candidat commun renforcerait la logique unitaire, ce qui finalement n'intéresse pas les partis dès lors qu'ils dirigent le gouvernement. Ce sont toujours les partis dans l'opposition qui y sont plus favorables.

Au total, les partis sont conscients que le parlement européen devient de plus en plus important. Mais cela a une conséquence paradoxale. Plus le parlement est important et plus les partis nationaux veulent garder un lien fort avec leurs députés. Dès lors, il y a également une dynamique de renationalisation de la représentation européenne. Cette renationalisation a également un effet de légitimation du parlement.

Il semble que les électeurs ne soient pas complètement dupes de cette déconnexion entre la campagne et les enjeux de l'élection. En 1999, les partis qui ont fait de bons scores sont ceux qui ont beaucoup parlé d'Europe : Pasqua/Villiers, le Front National et l'UDF. Le PS et le RPR avaient été plutôt sanctionnés. Pour éviter les clivages internes auxquels l'Europe donne lieu, ils avaient préféré éviter les questions européennes. Cette année, l'UDF a fait plutôt une bonne performance en parlant beaucoup d'Europe.

* * *

Si tout le monde s'accorde sur la nature de vote protestataire du scrutin de juin, il faut néanmoins tenter de préciser la nature de cette protestation. Il faut tout d'abord souligner les difficultés de l'interprétation des résultats des élections européennes. L'abstention a été massive avec 44% de participation. Il est difficile de généraliser sur cette base. En Pologne, la participation a été de 20% et en Slovaquie de 17%. La faible lisibilité de ces élections est également due au faible engagement des organisations partisanes et à l'absence ou quasi-absence de débats transversaux. Comme nous l'avons déjà souligné, il y a peu d'enjeux proprement européens.

Les élections européennes sont des élections de second ordre, qui facilitent traditionnellement le vote protestataire. Ce sont des élections qui peuvent être utilisées comme un exutoire. Il ne faut pas oublié que le FN a fait son premier score significatif en 1984 aux élections européennes. Ces élections sont également un lieu d'expression des «*single issue parties*». Cela a été le cas du parti des chasseurs en France ou des mouvements dits «de juin» dans les pays scandinaves.

En outre, du fait de l'extrême diversité des systèmes de partis nationaux, il est difficile d'agréger au niveau européen des clivages nationaux, et les interprétations globales sont ainsi rendues fragiles. Les partis protestataires ont en général peu de contacts avec leurs

homologues européens. Il y a une très grande diversité de ces partis contestataires, qui ont chacun de fortes spécificités nationales.

Il y a des difficultés propres à l'interprétation des mouvements protestataires. Mais malgré la difficulté de les mettre tous dans un même panier, il est possible de distinguer un noyau dur idéologique. Le populisme affirme de manière récurrente la souveraineté du peuple et dénonce les élites². Ce schéma très simple est mobilisé par des leaders très différents et des partis qui peuvent par ailleurs être différents. Dans la presse, on parle de populismes de gauche (travaillistes en Lituanie) ou populistes de droite (UKIP). Le qualificatif protestataire est encore plus difficile à utiliser. Tout ceci montre que les résultats quantitatifs sont à nuancer par les résultats qualitatifs qui sont liés aux systèmes de partis. Cela vaut aussi pour les pays de l'est.

Malgré tout, deux remarques générales sont possibles à propos des dernières élections. Tout d'abord, le vote protestataire a peu évolué en termes de masse. Il y a une grande stabilité générale. Mais cette stabilité cache une forte diversité nationale : tassemement dans certains pays, montée en puissance dans d'autres. Ce qui est intéressant, c'est que l'on constate un tassemement dans les pays où les mouvements protestataires sont anciens et leur apparition dans d'autres où ils étaient peu présents. Dans la première catégorie, on peut classer la France où l'on observe un tassemement du souverainisme (Pasqua-Villiers font 8% à eux deux contre 13% en 1999). Le FN, pour sa part, passe sous la barre des 10%. En Italie, la ligue du Nord fait 5%. Au Danemark, le mouvement de juin baisse (1 député contre trois dans le précédent parlement, et 9% contre 16% en 1999). Symétriquement, des mouvements de ce type apparaissent dans des pays où ils étaient absents. En Suède, la nouvelle liste de juin recueille 14% des voix, arrive en troisième position, et recueille trois sièges. En Grande-Bretagne, l'UKIP recueille 17% et arrive en troisième position, devant les libéraux-démocrates. Le succès de l'UKIP vient sans doute de ce que les Conservateurs n'apparaissent pas comme des eurosceptiques convaincants. Les électeurs britanniques ont l'impression que sur l'Europe, les Conservateurs et les Travaillistes suivent en gros la même politique.

Contrairement aux interprétations hâtives, il n'y a pas de poussée significative du vote protestataire. Les projections en termes de sièges au sein du parlement ne montrent pas non plus de progression significative. On ne constate pas de croissance très forte d'un sentiment anti-européen ou nationaliste. A contrario, l'Europe a plutôt servi les partis qui ont un discours pro-européen explicite, comme l'UDF en France.

Mais on observe des changements au sein du populisme. Il faut noter en particulier l'affirmation d'un populisme « communautaire », qui se substitue en partie au populisme national. On voit arriver des mouvements populistes qui sont pro-européens, mais qui demandent une autre Europe. On retrouve donc les éléments caractéristiques des mouvements protestataires : affirmation de la souveraineté populaire européenne et dénonciation des élites en place. A titre d'exemple, mentionnons le succès de la liste transparente aux Pays-Bas (7,3% des voix, deux parlementaires). Elle dénonce l'usage frauduleux de fonds européens mais tient un discours résolument pro-européen. Le mouvement autrichien mené par Hans-Peter Martin (2 députés) s'inscrit dans le même cadre. Son émergence est parallèle à l'effondrement du FPÖ. Il s'appuie sur un discours populiste assez classique sur la corruption, la gabegie et la confiscation du pouvoir. C'est un populisme assez typique, mais appliqué à l'Europe.

Peut-être assiste-t-on là à l'apparition d'un premier enjeu proprement européen ? Ces mouvements acceptent l'intégration européenne, mais appliquent des thèmes populistes à

² Yves Mény & Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties, L'espace du politique*, Paris, Fayard, 2000.

l'Europe. Il reste à voir quels vont être les effets de l'apparition de ces forces. Seront-elles durables ?

C'est la première fois que les élections européennes avaient lieu dans 25 pays. Intéressons-nous maintenant plus spécifiquement aux résultats dans les pays de l'élargissement. Le premier constat à faire est celui du très faible taux de participation. Alors qu'il est de 44% pour l'Union entière, il dépasse à peine 26% pour les 10 entrants. Il est de 41% en Lettonie, et c'est le chiffre le plus élevé à l'est. Il est de 16% en Slovaquie (record du plus faible) et de 21% en Pologne. Comment expliquer cette très faible participation ? Selon l'expression de l'analyste hongrois d'Attila Hag, c'est la conséquence d'une certaine « eurofatigue ». Les citoyens d'Europe centrale et orientale n'ont pas perçu l'importance de l'enjeu. Pour eux, l'important a déjà eu lieu : l'entrée dans l'OTAN et l'entrée dans l'Union, qui a été sanctionnée positivement et massivement il y a un an. En outre, il y a eu beaucoup d'élections ces derniers temps, notamment en Slovaquie, ce qui n'a pas renforcé l'enthousiasme des électeurs.

Plus largement, on peut dire que l'intégration a été pensée à l'est d'un point de vue purement utilitariste. Entrer dans l'Union, c'était une promesse de prospérité. A l'inverse, la vision d'une action commune n'est absolument partagée. Il n'y a pas de vision politique européenne chez les citoyens de l'Est. Cela explique ce paradoxe qu'ils se soient massivement mobilisés pour entrer dans l'Union, et qu'ils se désintéressent des élections européennes quelques mois après.

Il faut néanmoins nuancer l'appréciation de l'abstention. Le différentiel entre la participation aux scrutins nationaux et la participation aux scrutins européens est comparable à ce qu'il est à l'Ouest.

Le second constat, valable aussi à l'Ouest, est celui de la sanction générale des gouvernements en place. En République Tchèque, sur 24 sièges, 4 seulement vont à la coalition au gouvernement. Ce qui mène au troisième constat : l'importance des partis populistes. En Pologne, ce ne sont pas les populistes proprement dits qui l'ont emporté. En effet, la plateforme des Citoyens qui a obtenu à peu près 26% des voix se caractérise surtout par la défense des intérêts nationaux. Mais il faut surtout souligner le score de la Ligue des familles polonaises (16%, se définit « contre le mensonge d'Auschwitz »), de Droit et Justice (12%, qui a pour seul programme la lutte contre la corruption) et de Samoobrona (10%, parti d'autodéfense paysanne).

Comment comprendre leur succès ? Ils ont monopolisé le débat. Les gouvernements en place ne se sont jamais positionnés en défenseurs de l'Union. Quand ils parlent de l'Europe c'est pour se présenter en défenseurs des intérêts nationaux face à une Europe systématiquement décrite dans des termes négatifs. Le sentiment de défiance est très profond vis-à-vis de Bruxelles. Ce qui est porteur aujourd'hui, c'est d'être contre l'Union européenne, après avoir massivement soutenu l'adhésion il y a un an.

Ces populismes sont anti-parlementaires et anti-bureaucratiques. Ils se caractérisent par une méconnaissance totale de la mécanique européenne. Mais ce sont surtout des populismes à caractère très fortement nationalistes. L'exemple polonais est ici emblématique. Les partis communistes tiennent aussi un discours populiste, et réalisent de bons scores, comme en République Tchèque ou en Allemagne de l'Est (ce qui entérine une coupure Est-Ouest).

* * *

Pour compléter l'analyse, il faut s'interroger en dernier lieu sur l'impact probable de ce scrutin sur le parlement européen et son fonctionnement. On peut constater pour commencer

que l'on retrouve les mêmes groupes parlementaires que lors de la précédente législature. Leur nombre ne va pas changer. Le règlement du parlement a été récemment modifié pour rendre la création d'un groupe plus difficile. Il faut au moins 19 membres provenant d'au moins 5 pays de l'Union. A l'exception de l'EDD (Groupe pour l'Europe des Démocraties et des Différences), les groupes déjà membres remplissent les critères. Et c'est un système qui rend assez difficile la création d'un nouveau groupe.

Le PPE et le PSE ensemble regroupent 480 députés. C'est stable, à condition de ne pas anticiper la défection des libéraux. Le PPE va rester le plus grand groupe, mais pour la première fois en quarante ans, il va perdre des membres. Le PPE va tomber à 250/255 avec le départ de certains centristes.

Au parlement européen, il n'y a que des minorités, et ce phénomène se renforcera. Le groupe libéral passera de 67 vers 80, voir plus, et gagnera un certain poids. Les verts ont progressé en Allemagne, mais ont connu des problèmes ailleurs. Leur groupe restera stable. Le groupe de la gauche unie se maintiendra. Ce sera intéressant de voir comment les partis membres vont s'entendre. Ce sont les Tchèques qui seront les plus nombreux au sein du nouveau groupe. L'UEN (souverainiste et populiste) va changer, car Pasqua ne sera plus présent. L'EDD, créé par Bonde, va également changer de visage avec l'arrivée de Kilroy-Silk (UKIP) qui veut créer un nouveau groupe sur cette base, avec un autre nom (Indépendance et démocratie). Au total, il y aura toujours les deux grands, mais les libéraux seront plus importants.

En termes de fonctionnement, la question la plus intéressante concerne la tension entre la logique partisane et la logique institutionnelle. Au parlement, il n'est question que de cela actuellement. Les deux groupes nationaux les plus nombreux sont ceux de la CDU (49 membres, dont 36 anciens membres – ce qui traduit une grande continuité puisque certains étaient déjà présents en 1979) et du PS français (sans la même continuité).

Comment agir au sein du parlement ? Y aura-t-il une alliance entre les deux grands groupes ou non ? Au sein du groupe socialiste, il y a deux tendances. Pour certains, surtout les Français, il faut avant tout défendre une politique de gauche. Pour les autres, les Travailleuses britanniques et le SPD allemand, il faut avant tout renforcer le parlement, et donc obéir à une logique institutionnelle. Il sera difficile de créer une alliance stable à gauche dans ce parlement. Dans la précédente législature, les libéraux ont voté plus avec le socialiste que les verts. Cela souligne cet aspect d'un parlement à la recherche d'une majorité, qui ne sera pas stable. L'argument « institutionnel » souligne la nécessité de trouver des alliances avec le PPE en deuxième lecture. Sans cela, le système est paralysé.

Pour ce qui est la présidence, les « institutionnalistes » ont eu gain de cause. Le groupe socialiste du Parlement européen (PSE) a en effet opté, lundi 5 juillet, pour un accord "technique" avec le groupe du Parti populaire européen (PPE), représentant les droites traditionnelles, pour se partager le "perchoir" lors de la prochaine législature. Les Français sont les seuls à avoir voté contre cet accord. Signe que la stratégie des socialistes français n'a pas été validée par le groupe socialiste, c'est un Allemand – Martin Schulz – qui a pris la présidence du groupe, alors même que les Français qui représentent le plus importante délégation en son sein, étaient en droit de la revendiquer.

Quel sera l'impact de l'élargissement sur la structuration de l'assemblée ? Le Parlement européen est une institution soumise à des contraintes considérables du fait de sa nature transnationale. Elle a essayé de rationaliser son fonctionnement pour remplir les fonctions qui lui ont été progressivement allouées. L'équilibre atteint sera-t-il déstabilisé avec l'afflux de nouveaux membres ?

Il faut noter tout d'abord l'accroissement des contraintes objectives. On passe de 11 langues de travail à 20. Il y aura 732 députés, ce qui représente à peu près 2 minutes de temps

de parole annuel par députés. L'hétérogénéité des députés va également s'accroître, avec une plus grande multiplicité des intérêts et des attentes. L'hétérogénéité sera plus grande à l'intérieur des groupes.

Plusieurs hypothèses ont déjà été faites quant aux conséquences possibles de l'élargissement sur l'institution. Les nouveaux membres n'ont pas été institutionnalisés dans l'institution. Cela peut conduire à une remise en cause de certains compromis anciens et à la réactivation de certains clivages. Les nouveaux vont peut-être vouloir poser des «questions qui fâchent». Il est à craindre que la compétence des certains élus venus des PECO soit inférieure à celle des autres, qu'il s'agisse des compétences linguistiques, des compétences techniques, ou de leur moindre expérience des institutions internationales.

Par rapport à la logique du compromis, il faut rappeler que le débat politique dans de nombreux PECO est «immature». Le débat est focalisé sur le rapport à la nation, sur le rapport au passé communiste, à la religion, aux ethnies, aux minorités, etc. C'est un débat où le sens de la nuance n'est pas dominant. Les nouveaux élus risquent d'arriver avec une culture assez peu conforme à la culture du compromis du Parlement européen.

Pour une part, les nouveaux élus ne souscrivent pas à la logique transnationale du Parlement européen. Ils annoncent leur intention de défendre des intérêts nationaux ou locaux, dans une logique de courtage corporatiste. Dans les PECO, le Parlement européen est souvent vu comme un lieu de défense des intérêts nationaux. Il est vu comme une sorte de Conseil en grand.

Ce discours très pessimiste peut toutefois être nuancé par les apports potentiels de l'élargissement au fonctionnement du parlement. Tout d'abord, un certain nombre de ces élus vont arriver avec leur propre vision. S'ils arrivent avec un discours relativement critique et une insatisfaction quant au fonctionnement du parlement, ils peuvent changer les choses. Le débat partisan pourrait ainsi devenir plus marqué. Le parlement pourrait ainsi se rapprocher des attentes de citoyens. En second lieu, on peut envisager un apport des eurosceptiques. Ce sont des gens qui ne sont pas opposés à l'existence du Parlement européen. Ils y voient un instrument pour servir leur cause. Les eurosceptiques visent surtout les experts, la commission et les lobbies et pas tellement le parlement en tant que tel. Ce sont des élus qui sont susceptibles de militer pour l'accroissement du contrôle par le Parlement européen. De toute façon, les eurosceptiques représentent seulement 80 députés. C'est une catégorie non homogène. Ils ne vont pas déstabiliser le parlement. Enfin, la remise en cause de la logique du compromis est susceptible d'améliorer la représentativité du Parlement européen. Un fonctionnement moins consensuel et moins technocratique est susceptible d'améliorer la représentativité du Parlement européen et son image. Cela pourrait améliorer l'incarnation de la représentation européenne. La tendance que pourrait avoir certains élus de défendre des intérêts nationaux n'est pas contradictoire. Il n'est pas contestable en tant que tel que les députés défendent des intérêts nationaux. C'est cela l'originalité ultime du système européen. La défense du national reste très présente.

A moyen terme, il faut se garder d'être trop pessimiste. Il y a une logique d'intégration qui joue également.

Par le passé, on a observé une convergence des votes des deux principaux groupes, qui votent ensemble dans 70% des cas. Il existe trois explications principales : les contraintes procédurales, la logique institutionnelle qui pousse dans le sens du consensus et la convergence de vue entre le PSE et le PPE sur les grandes options de l'intégration. Les choses ont évolué durant la dernière mandature. Même si on gardé le binôme PSE-PPE, on a vu une systématisation d'un alliance des libéraux et du PPE quand le PSE et le PPE ne parvenaient pas à se mettre d'accord. C'est le signe de l'apparition d'une sorte de clivage gauche-droite. C'est moins anarchique que par le passé.

Quel sera l'impact de l'élargissement sur cette structuration partisane ? L'arrivée d'élus eurosceptiques est de nature à renforcer ce fonctionnement en binôme, avec toujours l'idée que les eurosceptiques sont une menace qui pousse les autres à trouver un compromis. On pourrait aussi voir l'accentuation du clivage gauche-droite, ce qui n'est pas contradictoire avec ce qui précède.

On s'oriente vers la création d'un groupe fédéraliste au centre. On peut imaginer une configuration où le parti libéral serait un parti pivot. Cela permettrait une certaine stabilisation. Il n'y aurait toujours de structuration permanente, mais des alliances un peu systématisées. Il pourrait y avoir trois formes d'alliance en fonction des sujets (alliance PPE-PSE, alliance à gauche, alliance à droite).